

**Assemblée générale**

Soixante-dix-septième session

Documents officiels

Distr. générale
23 mai 2023
Français
Original : anglais

Sixième Commission**Compte rendu analytique de la 15^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 17 octobre 2022, à 10 heures

Présidence : M. Afonso (Mozambique)
puis : M^{me} Romanska (Vice-Présidente) (Bulgarie)

Sommaire

Point 75 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquante-cinquième session

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

23-23418X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 heures.

Point 75 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquante-cinquième session (A/77/17)

1. **M. Šimonović** (Président de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international [CNUDCI]), présentant le rapport de la CNUDCI sur les travaux de sa cinquante-cinquième session (A/77/17), dit que la session s'est tenue entièrement en présentiel.

2. La CNUDCI a approuvé un projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires. La navigation maritime joue un rôle crucial dans le commerce et les transports internationaux, et les navires ont une valeur économique élevée. Une convention élaborée sur la base du projet établirait un régime harmonisé offrant une protection juridique adéquate aux acquéreurs, ce qui pourrait avoir des effets positifs sur le prix tiré des ventes judiciaires de navires, dans l'intérêt à la fois des propriétaires de navires et des créanciers, à condition que soient mises en œuvre des garanties appropriées lors de la vente. Elle viendrait également compléter d'autres initiatives internationales visant à harmoniser les aspects de droit privé du droit maritime avec le cadre de droit international défini par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, y compris ses dispositions relatives à la nationalité et au statut des navires, et permettrait d'encourager la coopération institutionnelle avec l'Organisation maritime internationale, dont le Secrétaire général serait le dépositaire de la convention.

3. La CNUDCI a également adopté les recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021), qui prévoit un ensemble complet de règles procédurales sur lesquelles les parties peuvent s'entendre pour mener les procédures de médiation découlant de leurs relations. Les recommandations ont pour but d'informer et d'aider les centres de médiation et les autres organismes intéressés qui envisagent d'utiliser le Règlement dans le contexte institutionnel.

4. Par ailleurs, la CNUDCI a adopté la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, qui souligne l'importance de l'identification et de l'authentification numériques des acteurs dans le domaine du commerce numérique et des services de confiance, et qui valide les principes de neutralité technologique, d'équivalence fonctionnelle et de non-discrimination à l'égard de l'utilisation des

moyens électroniques appliqués depuis longtemps par la CNUDCI lorsqu'elle élabore des textes sur le commerce électronique.

5. En ce qui concerne les travaux futurs, le Groupe de travail I poursuivra ceux qu'elle a entamés sur l'accès au crédit pour les micro-, petites et moyennes entreprises ; le Groupe de travail II commencera à travailler sur le règlement des différends liés aux technologies et décision d'urgence rendue par un tiers, et élaborera un texte d'orientation sur le rejet rapide et la décision préalable ; le Groupe de travail III poursuivra ses travaux sur la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États ; le Groupe de travail IV commencera à travailler sur l'automatisation des contrats et les « contrats intelligents », ainsi que sur les contrats de fourniture de données ; le Groupe de travail V entamera ses travaux sur les sujets de la localisation et le recouvrement civils d'avoirs et de la loi applicable dans les procédures d'insolvabilité ; et le Groupe de travail VI se chargera de l'élaboration d'un nouvel instrument sur les documents de transport multimodal négociables.

6. La CNUDCI a demandé à son secrétariat de continuer à travailler sur les questions juridiques liées à l'économie et au commerce numériques en élaborant un document d'orientation sur les questions juridiques liées à l'utilisation des systèmes de registres distribués dans le commerce, en coopération avec d'autres organisations compétentes, s'il y a lieu. Elle a également autorisé le secrétariat à publier la taxonomie juridique des technologies émergentes et de leurs applications dans les six langues officielles l'Organisation des Nations Unies (ONU). D'autre part, la CNUDCI a demandé au secrétariat de continuer à mettre en œuvre le projet de bilan de la situation sur le règlement des différends dans l'économie numérique, pour lequel elle a reçu le soutien du Gouvernement japonais, et à participer à la Plateforme inclusive mondiale d'innovation juridique sur le règlement des litiges en ligne avec le Département de la justice de Hong Kong (Chine). Elle a pris note du fait que les travaux préparatoires menés par le Groupe de travail sur une loi type sur les récépissés d'entrepôt convoqué par l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) en consultation avec le Secrétariat de la CNUDCI pourraient être menés, pour l'essentiel, en deux sessions supplémentaires, afin d'être approuvés par le Conseil de direction d'UNIDROIT en 2023, puis transmis à un groupe de travail de la CNUDCI.

7. La CNUDCI a demandé au secrétariat de poursuivre les travaux exploratoires relatifs aux incidences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur le droit commercial international en

organisant des réunions d'experts et d'autres événements avec les parties prenantes intéressées en vue d'élaborer une boîte à outils que les États pourraient utiliser lorsqu'ils sont confrontés à une crise similaire à celle qu'a provoquée la pandémie de COVID-19. Elle a également demandé à son secrétariat de poursuivre les recherches et d'organiser, en collaboration avec les organisations internationales concernées et intéressées, un colloque ou une réunion d'experts sur les différentes questions juridiques relatives à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation et à la résilience face à ces changements. Comme les mesures prises à travers le monde pour lutter contre les changements climatiques font partie intégrante du programme de l'ONU, la CNUDCI a constaté qu'en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale, elle était idéalement placée pour entreprendre des travaux sur les aspects des changements climatiques relevant de son mandat.

8. La CNUDCI a rappelé que la coordination des activités des organisations actives dans le domaine du droit commercial international est importante. C'est un élément central du mandat de la CNUDCI qui sert à éviter les doubles emplois et à encourager l'efficacité, la cohérence et l'homogénéité dans l'unification et l'harmonisation du droit commercial international. Elle a souligné l'importance d'une coordination plus étroite entre les organisations concernées lorsqu'elles formulent ou examinent des propositions de travaux futurs et lorsqu'elles entreprennent de nouveaux projets, afin de prévenir toute incohérence et d'éviter que leurs secrétariats respectifs ne doivent participer à des projets menés simultanément par d'autres organisations et en effectuer le suivi.

9. La CNUDCI s'est également engagée dans des activités non législatives, telles que la sensibilisation aux textes qu'elle produit et la promotion de leur bonne compréhension, la fourniture de conseils et d'assistance aux États sur l'adoption et l'utilisation de ces textes ainsi que le renforcement des capacités visant à favoriser leur utilisation effective, leur application et leur interprétation homogène. Le secrétariat de la CNUDCI s'est adapté au travail en ligne, ce qui a grandement facilité la participation aux activités de coopération et d'assistance techniques et a augmenté la part des participants résidant en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. La CNUDCI a développé sa coopération avec des partenaires du monde universitaire, notamment dans le cadre de la Journée Asie-Pacifique de la CNUDCI, de la Journée Amérique latine et Caraïbes de la CNUDCI et de la première Journée Afrique de la CNUDCI. Elle a également renforcé sa présence en ligne dans les médias sociaux et

multiplié ses recours aux vidéoconférences et aux webinaires, ce qui a permis de susciter l'intérêt pour la CNUDCI auprès d'un public plus large. Une version en langue chinoise du cours de formation en ligne intitulé « Introduction à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international » a été mise à disposition, et des modules supplémentaires sur les partenariats public-privé, les marchés publics, l'arbitrage et la médiation seront bientôt disponibles. La CNUDCI remercie les États et les organisations ayant versé des contributions à ses fonds d'affectation spéciale et au service dépositaire des informations publiées en vertu du Règlement de la CNUDCI sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités (le « Registre sur la transparence »).

10. La CNUDCI a organisé des tables rondes virtuelles sur les activités d'assistance technique dans le domaine du droit de l'insolvabilité, qui se sont penchées sur le bilan de l'expérience, aux vues des parties prenantes sur les outils d'évaluation disponibles et aux plateformes de partage des connaissances et de renforcement des capacités, ainsi qu'au rôle des documents et des événements législatifs, d'orientation et de référence de la CNUDCI. Elle a mis en avant les avantages que présente le Recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI (le système CLOUT) pour continuer à renforcer durablement les capacités en vue de l'utilisation et de l'application desdits textes. Elle a constaté avec intérêt les progrès accomplis en vue d'un rajeunissement du système CLOUT, et a remercié le secrétariat d'avoir compilé les affaires et mis en place les partenariats pour le CLOUT. Elle l'a aussi remercié de son application constante à mettre à jour les précis de jurisprudence sur les textes de la CNUDCI et à en assurer une large diffusion. La CNUDCI a décidé que, dans ses observations adressées à l'Assemblée générale en application de la résolution 76/117 de celle-ci, elle soulignerait son rôle dans la promotion de l'état de droit et la réalisation des objectifs de développement durable.

11. La CNUDCI a envisagé des adaptations possibles de ses méthodes de travail en tirant les leçons des sessions tenues pendant la pandémie de COVID-19. Elle a décidé de permettre au Groupe de travail III, et à tout autre groupe de travail si le besoin s'en faisait sentir, d'utiliser la dernière réunion de chacune de ses sessions pour organiser des délibérations de fond plutôt que pour adopter le rapport sur les travaux de la session, et de continuer à adopter le rapport au moyen d'une procédure écrite. La CNUDCI a également décidé de continuer à mettre à disposition les réunions de ses groupes de travail sur une plateforme de diffusion en

continu ou de vidéoconférence, ce qui permettra aux délégués participant à distance d'écouter les délibérations, mais pas de prendre la parole. Elle a également encouragé les groupes de travail à utiliser divers outils afin d'améliorer l'efficacité et la productivité des délibérations, notamment en organisant des consultations informelles entre les sessions des groupes de travail ou à l'occasion de celles-ci.

12. **M^{me} Joubin-Bret** (Secrétaire de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international), rappelant que l'Assemblée générale, dans sa résolution [76/229](#), a alloué des ressources supplémentaires à la CNUDCI pour permettre au Groupe de travail III de poursuivre ses travaux sur la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États, dit que le Groupe de travail a fait bon usage de ces ressources : trois nouveaux postes de secrétariat ont été pourvus et une session supplémentaire d'une semaine a été organisée en septembre 2022, tandis qu'une autre a été programmée pour janvier 2023.

13. L'oratrice rappelle que le secrétariat a suggéré que la Sixième Commission simplifie la résolution d'ensemble concernant le rapport de la CNUDCI afin que celui-ci mette plus clairement en valeur son travail.

14. **M. Gambert** (Représentant de l'Union européenne, en sa qualité d'observatrice), intervenant également au nom de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la République de Moldova et de l'Ukraine, pays candidats ; de la Bosnie-Herzégovine, candidat potentiel ; et, en outre, de la Géorgie, dit que la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, récemment adoptée, constitue une norme mondiale tenant compte de la législation existante de l'Union européenne et est susceptible de faciliter le commerce électronique transfrontière. En ce qui concerne le projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, la délégation de l'Union européenne recommande à l'Assemblée générale de l'adopter et espère qu'une cérémonie de signature pourra avoir lieu dès que possible en 2023.

15. L'Union européenne et ses États membres attachent une grande importance aux travaux du Groupe de travail III sur la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États, et sont fermement convaincus que, lorsque des intérêts publics sont en cause dans le règlement d'un différend, les questions identifiées par le Groupe de travail doivent être tranchées par un organe permanent dans le cadre d'une approche multilatérale, sous la forme d'un tribunal multilatéral des investissements. L'Union européenne et

ses États membres se félicitent que le Groupe de travail utilise efficacement les ressources supplémentaires qui lui ont été allouées, et attachent une importance particulière à la conclusion de ses discussions sur le projet de code de conduite pour les personnes appelées à trancher des différends entre investisseurs et États ainsi que sur les textes du Groupe concernant les modes alternatifs de règlement des différends et la prévention des différends, afin qu'il puisse présenter ces textes à la CNUDCI lors de sa prochaine session. Le Groupe de travail pourra alors avancer sur d'autres sujets, notamment la réforme structurelle du règlement des différends entre investisseurs et États et la création d'un organe permanent et d'un centre consultatif pour les différends relatifs aux investissements.

16. Compte tenu des atouts importants qui sont ceux de la CNUDCI pour ce qui est de la transparence, de l'ouverture et de l'accessibilité, l'Union européenne et ses États membres encouragent l'ensemble des États, des organisations internationales et des observateurs à participer activement à ses travaux. L'Allemagne, la France et l'Union européenne ont versé des contributions au fonds d'affectation spéciale créé pour aider les pays en développement membres de la CNUDCI à financer leurs frais de voyage afin que le processus dans le Groupe de travail III soit aussi inclusif que possible, et encouragent tous les États et toutes les organisations internationales à verser des contributions. L'Union européenne et ses États membres continuent d'espérer qu'avec la participation active de tous les pays et des organisations intéressés, un résultat satisfaisant pourra être acquis en temps voulu.

17. **M^{me} Laukannen** (Finlande), parlant au nom des pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède), dit que ces pays approuvent le rôle que joue la CNUDCI dans la promotion d'une coopération fondée sur des règles dans un monde économiquement interdépendant. Ils se félicitent des efforts louables que fait la CNUDCI pour coopérer étroitement avec d'autres organisations internationales dans le domaine du droit commercial international. Ils se félicitent également des efforts qu'elle fait pour continuer à travailler avec souplesse et de manière constructive en dépit des circonstances exceptionnelles résultant de la pandémie de COVID-19. Les pays nordiques se réjouissent que les réunions puissent se faire en présentiel en 2022.

18. Le projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires constitue un progrès important pour assurer la sécurité juridique des ventes judiciaires dans le domaine du transport maritime international. Les pays nordiques saluent également la mise au point définitive et l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation

et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance. Ces deux textes témoignent de la capacité de la CNUDCI à remplir son mandat.

19. Les pays nordiques félicitent le Groupe de travail I pour ses travaux visant à faciliter l'accès au crédit pour les micro-, petites et moyennes entreprises. Ils sont également impatients de pouvoir contribuer aux travaux du Groupe de travail II sur un texte d'orientation concernant le rejet rapide et la décision préalable dans l'arbitrage international, ainsi qu'à ses débats sur les moyens d'accélérer le règlement des différends en s'appuyant sur le Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré. Par ailleurs, les pays nordiques saluent les progrès réalisés par le Groupe de travail III, qui a abordé un certain nombre d'éléments importants de la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États, notamment la transparence du financement par des tiers et la création d'un centre consultatif, et se réjouissent d'apporter leur contribution à ses travaux. Ils espèrent également des négociations constructives et fructueuses au sein du Groupe de travail IV dans le cadre de ses travaux sur l'économie numérique. En ce qui concerne les travaux du Groupe de travail V sur les thèmes de la loi applicable dans les procédures d'insolvabilité et de la localisation et du recouvrement civils d'actifs, les pays nordiques sont plus intéressés par le premier thème, mais sont d'accord pour discuter des deux. Ils prennent note du nouveau sujet concernant les documents de transport multimodal négociables examiné par le Groupe de travail VI. Ils se félicitent de l'engagement renouvelé de la CNUDCI dans le domaine du droit des transports et se réjouissent de participer aux négociations.

20. **M. Toh** (Singapour) dit qu'il convient de féliciter la CNUDCI d'avoir adopté le projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, qui prévoit des garanties importantes susceptibles de favoriser l'harmonisation entre les États et d'aider à garantir la sécurité. Toutes les parties intéressées, y compris les armateurs, les titulaires de privilèges et les parties finançant l'acquisition de navires, en bénéficieront. La délégation singapourienne se félicite de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance. La CNUDCI a une longue expérience dans la préparation de textes législatifs uniformes relatifs au commerce électronique qui ont permis aux États d'améliorer leurs cadres juridiques dans ce domaine. La Loi type vient s'ajouter utilement à ceux-ci et contribuera à renforcer la confiance dans le commerce électronique. La délégation singapourienne se réjouit également de

l'adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021), de la mise au point définitive du Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité à l'intention des micro- et petites entreprises, et de la publication d'une mise à jour du texte intitulé « Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale : le point de vue du juge ».

21. Singapour a contribué à faire connaître les travaux de la CNUDCI sur le règlement des différends dans l'économie numérique et dans les domaines spécialisés, ainsi que sur la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États. Elle a également aidé à faire adopter la Convention des Nations Unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation (Convention de Singapour sur la médiation). En 2022, Singapour a de nouveau organisé, en collaboration avec le secrétariat de la CNUDCI, l'Académie de la CNUDCI dans le cadre de la Semaine 2022 de la Convention de Singapour. Elle se félicite des ratifications récentes de la Convention et est prête à fournir des informations sur celle-ci aux délégations intéressées.

22. La délégation singapourienne accueille avec satisfaction les rapports d'activité des groupes de travail et apporte son soutien au programme de travail de la CNUDCI. Elle continuera à contribuer aux travaux de chaque groupe de travail, notamment les activités du Groupe de travail II visant à faciliter et à harmoniser les mécanismes de règlement des différends ; les travaux du Groupe de travail III sur le projet de code de conduite pour les personnes appelées à trancher des différends entre investisseurs et États, le projet de dispositions relatives à la médiation et le projet de lignes directrices de la CNUDCI sur la médiation en matière d'investissements ; et les travaux du Groupe de travail V sur la localisation et le recouvrement civils d'actifs et sur la loi applicable dans les procédures d'insolvabilité.

23. **M. Lagdameo** (Philippines) dit que sa délégation se félicite de la décision de l'Assemblée générale d'augmenter le nombre de membres de la CNUDCI. L'intérêt accru que montrent les États à participer aux travaux de la CNUDCI reflète l'importance de cette dernière pour favoriser l'harmonisation et l'unification du droit commercial international et promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international. La délégation philippine se félicite de la mise au point définitive et de l'approbation de divers textes : le projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, les recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement

de médiation de la CNUDCI (2021), et la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance. Elle constate également les progrès réalisés par les Groupes de travail I, III et IV et le bon déroulement de la Semaine de la CNUDCI sur le commerce numérique, au cours de laquelle le Gouvernement philippin a déposé son instrument de ratification de la Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux, qui entrera en vigueur pour les Philippines en février 2023. La délégation philippine invite instamment les autres États à adhérer à la Convention.

24. La délégation philippine se réjouit à l'avance de poursuivre l'application du projet de bilan de la situation sur le règlement des différends dans l'économie numérique ; d'avancer sur les thèmes du règlement des différends liés aux technologies et de la procédure de décision d'urgence ; et de continuer les travaux exploratoires sur les questions juridiques liées aux incidences de la COVID-19 sur le droit commercial international. Elle attend également avec intérêt les résultats des consultations avec les États intéressés sur le thème de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation et de la résilience face à ces changements, ainsi que le colloque qui sera organisé sur ce thème. Enfin, les Philippines expriment leur gratitude au Centre régional de la CNUDCI pour l'Asie et le Pacifique qui, avec un appui non négligeable de la République de Corée, a joué un rôle essentiel pour mieux faire connaître la CNUDCI et renforcer les capacités régionales en matière de droit commercial international.

25. **M^{me} Kamara** (Sierra Leone) dit qu'il faut féliciter la CNUDCI et ses groupes de travail d'avoir repris les réunions en présentiel et d'avoir fait des progrès remarquables sur leur programme législatif, malgré la persistance de la pandémie de COVID-19. Les efforts de la CNUDCI pour harmoniser et moderniser progressivement le droit commercial international sont particulièrement bienvenus à un moment où les États sont revenus à l'unilatéralisme et au protectionnisme pour faire face à la pandémie, ce qui a coûté cher au commerce mondial. Le transport maritime est l'un des secteurs qui ont dû relever d'importants défis en matière de chaîne d'approvisionnement et de transport. La délégation sierra-léonaise se réjouit donc que le projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires ait été approuvé relativement peu de temps après que le Groupe de travail VI a commencé à travailler sur le sujet, et se félicite de la recommandation visant à ce que la convention soit

connue sous le nom de « Convention de Beijing sur la vente judiciaire de navires ». Elle se félicite également de la mise au point définitive et de l'adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021).

26. La Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance serait d'une grande aide pour les États en ce qu'elle permet et facilite le recours au commerce électronique dans les échanges internationaux et vient compléter les textes juridiques existants de la CNUDCI dans ce domaine. La gestion de l'identité et les services de confiance jouent un rôle de plus en plus important pour renforcer la confiance dans le commerce électronique, notamment transnational. Tout travail législatif futur sur le commerce électronique devrait favoriser une large participation des pays en développement et des pays développés ainsi qu'être complété par des activités de renforcement des capacités.

27. La délégation sierra-léonaise félicite le Groupe de travail III d'avoir achevé l'examen en première lecture du projet de code de conduite pour les personnes appelées à trancher des différends entre investisseurs et États, et d'avoir envisagé la sélection de membres des tribunaux spécialisés dans le règlement des différends entre investisseurs et États et leur nomination à un mécanisme multilatéral permanent. La Sierra Leone attache une grande importance à la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États et se félicite que l'Assemblée générale ait alloué de nouvelles ressources pour les services de conférence au Groupe de travail sur le sujet. Elle en appelle à poursuivre la mise en œuvre du paragraphe 17 de la résolution [75/133](#) de l'Assemblée générale et du paragraphe 19 de sa résolution [76/229](#) concernant l'octroi d'une aide pour financer les frais de voyage des représentants des pays en développement dans les délibérations du Groupe de travail, ce qui permettrait de garantir un processus de réforme inclusif. La délégation sierra-léonaise remercie ceux qui ont contribué aux fonds d'affectation spéciale de la CNUDCI créés à cette fin et se joint à celle-ci pour appeler tous les États, les organismes compétents du système des Nations Unies, les organisations, les institutions et les particuliers à envisager de verser des contributions.

28. En ce qui concerne le programme de travail de la CNUDCI, la Sierra Leone soutient la demande de celle-ci au secrétariat pour qu'il poursuive les travaux exploratoires sur les questions juridiques liées aux incidences de la COVID-19 sur le droit commercial

international. Elle appuie également la demande faite au secrétariat de consulter les États intéressés pour élaborer une proposition plus détaillée sur le thème de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation et de la résilience face à ces changements, que la CNUDCI examinera lors de sa prochaine session en 2023, ainsi que d'organiser un colloque ou une réunion d'experts lors de cette même session. Il convient de respecter l'équilibre dans la représentation géographique, la diversité et les genres représentés lors de ce colloque ou de cette réunion.

29. La Sierra Leone approuve pleinement le développement de la coopération avec des partenaires du monde universitaire. Elle a participé au lancement des Journées Afrique de la CNUDCI et accueillera bientôt un événement lié à ces Journées sur le thème de la modernisation et de l'harmonisation du droit commercial international dans la Zone de libre-échange continentale africaine. Enfin, la Sierra Leone a adopté la loi de 2022 sur l'arbitrage, qui met en œuvre la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères et la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États. Elle attend avec impatience de bénéficier d'une assistance technique de la part du secrétariat et des autres partenaires pour mettre en œuvre les textes législatifs de la CNUDCI au niveau national.

30. **M. Talebizadeh Sardari** (République islamique d'Iran) dit que sa délégation s'inquiète des implications pour la souveraineté des États de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés où les services numériques transfrontières sont largement utilisés à la fois par les particuliers et les entreprises. La délégation iranienne attache une grande importance à la question des effets internationaux des ventes judiciaires de navires et a participé aux discussions sur ce sujet au sein du Groupe de travail VI. Elle souhaite s'associer au consensus de l'Assemblée générale pour l'adoption du projet de convention. Elle est également satisfaite de la mise au point définitive et de l'adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021).

31. Le régime international de l'investissement actuel ne fixe pas le bon équilibre entre les droits et les obligations des parties aux différends entre investisseurs et États. La délégation iranienne se félicite donc du large mandat accordé au Groupe de travail III

pour examiner l'éventuelle réforme du règlement des différends entre investisseurs et États. Toute réforme doit être globale et tenir compte des différents points de vue exprimés par les États afin de garantir un système équitable de règlement des différends entre investisseurs et États auquel tous les pays, et en particulier les pays en développement, pourront se fier. Enfin, la délégation iranienne souhaite que les groupes de travail de la CNUDCI adoptent une approche globale des sujets examinés.

32. **M. Evseenko** (Biélorus) dit que sa délégation se félicite de l'approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires. Une convention basée sur le projet permettrait de mettre en place un mécanisme juridique pour la reconnaissance internationale des ventes judiciaires de navires et de fournir une protection juridique appropriée aux propriétaires de navires, aux créanciers et aux acquéreurs qui participent à ces ventes. La délégation biélorussienne se félicite également de l'adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiation régie par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021). Elles pourront servir de modèle aux institutions qui élaborent leur propre règlement de médiation ; être utilisées par les institutions qui proposent de régler les différends en vertu du Règlement ou qui fournissent des services administratifs et logistiques dans le cadre d'une médiation ad hoc ; permettre aux institutions de nommer un ou plusieurs médiateurs à la demande des parties à un différend.

33. La délégation biélorussienne se réjouit en outre de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, qui permettra de mettre en place une base juridique pour le partage des données et l'identification des parties menant leur activité en ligne sans interaction en personne préalable. La Loi type devrait intéresser la plupart des juridictions compte tenu de la forte croissance des activités commerciales en ligne, de la transition vers une économie numérique et de la nécessité de disposer de données d'identité dans un format numérique.

34. Le Gouvernement biélorussien attache une importance particulière aux travaux de la CNUDCI sur les micro-, petites et moyennes entreprises, le règlement des différends, la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États, et le droit de l'insolvabilité. Il appuie également les démarches de la CNUDCI visant à fournir une assistance technique aux États Membres dans l'actualisation de leur législation en matière de commerce international et l'alignement de celle-ci sur les orientations qu'elle a définies. Les conférences

régionales organisées par la CNUDCI et les autres manifestations auxquelles ses experts ont participé permettent de soutenir efficacement les États dans la mise en œuvre et le développement progressif du droit commercial international. Le Bélarus serait heureux d'accueillir de telles manifestations et est prêt à participer activement à leur organisation.

35. La décision d'augmenter le nombre de membres de la CNUDCI permettra de faire avancer ses travaux et de renforcer sa position au niveau international. La CNUDCI joue un rôle important dans la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international, et celui qu'elle joue dans l'élaboration de documents normatifs faisant autorité – tels que des accords internationaux universels et des instruments juridiques non contraignants – relatifs au commerce international est, en particulier, de grande valeur. Le succès de la CNUDCI et des normes juridiques internationales qu'elle a élaborées sont en grande partie dus à son caractère apolitique et à son haut niveau de compétence. Cette réussite pourrait servir d'exemple à d'autres instances multilatérales.

36. **M. Milano** (Italie) dit que la CNUDCI a un rôle de plus en plus important à jouer pour aider les États Membres à adapter leur législation aux évolutions résultant de l'utilisation des nouvelles technologies. Ses instruments juridiques non contraignants contribuent à l'harmonisation des systèmes juridiques nationaux tout en préservant un certain degré d'autonomie et de flexibilité au niveau national, et aident à promouvoir le commerce et les investissements internationaux.

37. L'Italie se félicite de la mise au point définitive et de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, qui constitue un complément important aux textes existants de la CNUDCI sur le commerce électronique et qui aidera les États à formuler ou à améliorer la législation régissant l'utilisation des services de gestion de l'identité et des services de confiance. Elle se réjouit également de la mise au point définitive et de l'adoption du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires. Le nouvel instrument offrira une protection juridique adéquate aux acquéreurs, ce qui pourra améliorer le prix obtenu lors des ventes judiciaires de navires, et profitera en définitive au commerce et au transport internationaux.

38. L'Italie se réjouit que la CNUDCI prévoie de travailler sur les thèmes des récépissés d'entrepôt, de l'utilisation de l'intelligence artificielle et de l'automatisation des contrats ainsi que des transactions de données. La CNUDCI doit être en mesure de

répondre efficacement aux questions qui seront critiques à l'avenir pour la gouvernance du droit commercial international et de l'investissement, par exemple la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États. Ce thème a suscité l'intérêt d'un grand nombre de délégations à travers le monde. L'Italie est convaincue que le Groupe de travail III continuera à avancer dans ses travaux sur le sujet afin de donner sa forme définitive au projet de code de conduite pour les personnes appelées à trancher des différends entre investisseurs et États. Elle attend également avec impatience la mise au point définitive du texte sur la facilitation de l'accès au crédit pour les micro-, petites et moyennes entreprises. Enfin, elle encourage la CNUDCI à développer sa coopération avec UNIDROIT et la Conférence de La Haye de droit international privé.

39. **M. Bigge** (États-Unis d'Amérique), se félicitant de la reprise des réunions en présentiel à la cinquante-cinquième session de la CNUDCI, dit que le projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, s'il est adopté, renforcera la sécurité juridique et la transparence dans le transport maritime international grâce à l'utilisation de règles uniformes qui favorisent la diffusion d'informations sur les futures ventes judiciaires auprès des parties intéressées et confèrent des effets internationaux aux ventes judiciaires accordant à l'acquéreur un titre libre de tout droit sur le navire. La délégation américaine remercie le secrétariat pour son soutien ainsi que les membres et observateurs de la CNUDCI pour leur participation constructive, qui a permis de mener rapidement à son terme le projet de convention, malgré les difficultés qu'a entraînées le recours au format hybride pour mener les sessions de négociation pendant la pandémie.

40. La Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance vise à surmonter les obstacles à une utilisation accrue de ces services en élaborant des règles juridiques uniformes susceptibles d'améliorer l'efficacité de la reconnaissance, de réduire les coûts de transaction et d'accroître la prévisibilité juridique et la compatibilité numérique mondiale. Les recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021) doivent servir à compléter et à appuyer l'utilisation du dispositif juridique en matière de médiation internationale déjà élaboré par la CNUDCI.

41. La délégation américaine attend avec impatience le lancement d'un nouveau projet sur les documents de transport multimodal négociables. D'autre part, elle espère que les travaux sur le projet conjoint de la

CNUDCI et d'UNIDROIT sur les récépissés d'entrepôt continueront de progresser et que ce projet pourra prochainement être confié à un groupe de travail de la CNUDCI. En outre, elle attend avec intérêt la mise au point définitive du projet de code de conduite et de son commentaire par le Groupe de travail III, ainsi que l'élaboration par le Groupe de travail II d'un texte d'orientation concernant le rejet rapide et la décision préalable dans l'arbitrage international. Par ailleurs, elle accueille favorablement la proposition d'organiser un colloque au cours de l'année à venir sur le thème de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation et de la résilience face à ces changements, en étroite coordination avec des experts du climat et d'autres institutions importantes de droit international privé. Les États-Unis poursuivront leur collaboration productive avec la CNUDCI et espèrent que celle-ci continuera d'élaborer et de promouvoir, au bénéfice des particuliers et des entreprises, des instruments efficaces et utilisables favorisant la stabilité et la prévisibilité juridiques.

42. **M. Gorke** (Autriche) dit que sa délégation prend note de la suggestion faite par la Secrétaire de la CNUDCI concernant la résolution d'ensemble. Elle félicite la CNUDCI pour les travaux réalisés au cours de la cinquante-cinquième session, notamment la mise au point définitive et l'approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires. Elle se réjouit en particulier de la mise au point définitive et de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, et prend note avec intérêt des rapports d'activité des groupes de travail, en particulier celui du Groupe de travail III. Elle se félicite également des progrès accomplis en vue d'un rajeunissement du système CLOUT et espère que de nouveaux efforts seront déployés à cet égard.

43. **M. Ancona Bolio** (Mexique) dit que son pays attache une grande importance à la modernisation du cadre réglementaire régissant le commerce international : les règles du droit international privé jouent en effet un rôle essentiel pour garantir la bonne gouvernance et l'état de droit dans les relations commerciales et le développement économique.

44. De plus en plus de micro-, petites et moyennes entreprises, qui représentent une grande partie de l'économie nationale au Mexique, ont adopté les outils numériques pour relever les défis posés par la pandémie de COVID-19. Ces outils ont permis d'effectuer des transactions commerciales transnationales avec peu ou pas d'interaction humaine. La confiance étant une condition essentielle du commerce, il est

particulièrement important d'assurer la sécurité juridique en ce qui concerne l'identification en ligne des personnes physiques et morales et de garantir la qualité des données transmises dans le cadre des transactions commerciales. La délégation mexicaine se réjouit en outre de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, qui vise à surmonter les difficultés posées par les transactions numériques en élaborant des normes juridiques uniformes.

45. Le recours de la CNUDCI à des solutions numériques pour poursuivre ses travaux malgré la pandémie de COVID-19 a montré combien la technologie était précieuse pour permettre à des experts de différentes familles juridiques de participer aux travaux de la CNUDCI. La participation à distance devrait donc être utilisée non seulement dans des circonstances extraordinaires, mais aussi comme un outil permettant de réduire les distances et l'asymétrie entre les États, afin qu'il soit tenu compte des perspectives de toutes les régions. La délégation mexicaine encourage donc le secrétariat à utiliser le format hybride de façon permanente.

46. La délégation mexicaine se félicite des mesures prises par le secrétariat pour faire connaître les travaux de la CNUDCI et les textes qu'elle a produits. Elle salue également ses efforts continus pour se coordonner avec des organisations sœurs, telles que la Conférence de La Haye de droit international privé et UNIDROIT, et souhaite également que la CNUDCI travaille plus étroitement avec l'Organisation des États américains. Constatant le succès des Journées Amérique latine et Caraïbes de la CNUDCI, la délégation mexicaine appelle tous les pays de la région à participer à ces initiatives.

47. **M^{me} Rodríguez Acosta** (El Salvador) dit que les groupes de travail de la CNUDCI contribuent de manière inestimable à la codification du droit commercial international. La délégation salvadorienne se félicite de l'approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, ainsi que de l'adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021), qui amélioreront l'efficacité desdits centres. L'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance présente un intérêt particulier pour le Gouvernement salvadorien, qui mène une action concertée pour promouvoir l'utilisation des plateformes numériques dans l'administration publique,

notamment par l'adoption de lois qui s'inspirent des travaux de la CNUDCI sur le commerce électronique.

48. El Salvador partage également la satisfaction de la CNUDCI concernant les efforts faits par le secrétariat pour coopérer et coordonner ses travaux avec d'autres organisations et entités, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, ce qui permettra d'éviter les doubles emplois et de promouvoir l'efficacité, l'uniformité et la cohérence dans l'unification et l'harmonisation du droit commercial international. La délégation salvadorienne demeure résolue à coopérer avec la CNUDCI pour promouvoir l'adoption et l'utilisation d'instruments législatifs et non législatifs dans le domaine du droit commercial international et renforcer les systèmes juridiques nationaux. C'est pour cette raison qu'elle a posé, une nouvelle fois, sa candidature à l'élection des membres de la CNUDCI.

49. **M^{me} Ijaz** (Pakistan) dit que les activités menées par les États Membres et le secrétariat pour assurer la conduite de négociations productives au sein de la CNUDCI et de ses groupes de travail ont eu un effet positif sur l'harmonisation du droit commercial international. La CNUDCI joue un rôle important dans la promotion de l'état de droit aux niveaux international et national. Ses travaux pour édifier des cadres juridiques justes, stables et prévisibles afin de favoriser un développement inclusif, durable et équitable sont déterminants pour la réalisation des objectifs de développement durable.

50. La délégation pakistanaise se félicite de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance et des recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021). Elle se félicite également de l'approbation par la CNUDCI des Pratiques internationales standard relatives aux garanties sur demande soumises aux RUGD 758 de la Chambre de commerce internationale. Avant tout, le Pakistan se réjouit de l'approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires et espère que l'Assemblée générale suivra les recommandations de la CNUDCI concernant ce texte.

51. En ce qui concerne le Groupe de travail I, la délégation pakistanaise reconnaît qu'il importe de réduire les obstacles juridiques que rencontrent les micro-, petites et moyennes entreprises, en particulier celles des économies en développement, tout au long de leur cycle de vie. Elle espère que le futur texte sur la facilitation de l'accès au crédit pour ces entreprises

fournira des orientations concernant l'adoption ou la réforme des cadres juridiques nationaux pour faciliter l'accès au crédit, notamment pour les micro- et petites entreprises, en tenant compte des difficultés auxquelles elles sont confrontées du fait des crises financières, environnementales et autres, aux niveaux local et mondial, telles que les changements climatiques et la pandémie de COVID-19. Même si le futur texte doit être centré sur les micro- et petites entreprises, les questions relatives aux moyennes entreprises ne doivent pas être totalement exclues.

52. En 2017, la CNUDCI a décidé de confier au Groupe de travail III un large mandat concernant l'éventuelle réforme du système de règlement des différends entre investisseurs et États. En outre, il a été convenu que les travaux devaient porter sur des questions transversales, notamment les solutions pouvant remplacer le règlement des différends entre investisseurs et États, l'épuisement des recours internes, les demandes reconventionnelles, le calcul des dommages-intérêts, la frilosité réglementaire et l'impact sur les pays non parties au différend. La délégation pakistanaise est d'avis que le programme de travail révisé, qui a été préparé en 2021, est un document théorique dont le Groupe de travail se sert pour guider ses travaux, et qu'il y a lieu avant tout de présenter une demande motivée de ressources additionnelles à la CNUDCI. À cet égard, la délégation pakistanaise se félicite de l'attribution au Groupe de travail d'une session supplémentaire d'une semaine par an pour la période allant de 2022 à 2025. Le programme de travail doit continuer d'évoluer en fonction des préoccupations exprimées par certains États Membres.

53. Il est étonnant que la question des dommages et intérêts, en particulier, n'occupe pas une place centrale dans le programme de travail du Groupe de travail. En effet, le montant des dommages et intérêts que les États ont été condamnés à payer ces dernières années est l'une des principales critiques envers l'arbitrage en matière d'investissement et fait entrer en ligne de compte de nombreux points de procédure. La question touche au cœur de la réforme, car la situation actuelle a abouti à un système allégé en faveur des investisseurs requérants et fait peser une charge considérable sur les États en développement. Dans un souci de légitimité du système mondial de règlement des différends entre investisseurs et États, un équilibre doit être trouvé entre les droits et obligations des États et ceux des investisseurs.

54. Dans le programme de travail, il convient de garder pleinement à l'esprit que les États en développement disposent de ressources limitées et rencontrent des difficultés techniques qui entravent leur participation effective aux séances informelles. En

raison de l'adoption « au fur et à mesure » d'éléments de réforme, les questions présentant un intérêt particulier pour les pays en développement sont susceptibles de ne pas être examinées à un stade précoce, ce qui pourrait empêcher le Groupe de travail d'appréhender la réforme de manière globale et équilibrée. Une action sérieuse et de grande envergure se révélant nécessaire, il faut s'attacher en priorité à remédier aux lacunes du programme de travail.

55. **M^{me} Falconi** (Pérou) dit que les travaux de modernisation et d'harmonisation du droit commercial international menés par la CNUDCI jouent un rôle essentiel dans la facilitation des opérations contribuant au développement économique, politique et social. La délégation péruvienne souhaite souligner les progrès accomplis par le Groupe de travail IV, en particulier la mise au point définitive de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance. Ces travaux sont extrêmement importants compte tenu de la croissance continue du commerce électronique.

56. D'autre part, les travaux du Groupe de travail I sont essentiels pour faciliter l'accès au crédit pour les micro-, petites et moyennes entreprises. Les petites et moyennes entreprises sont la pierre angulaire de nombreuses économies, notamment de celle du Pérou, et la délégation péruvienne appuie donc les travaux entrepris pour faciliter leur organisation formelle et leur croissance. Elle se félicite également de la mise au point définitive par le Groupe de travail II de la note explicative du Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré. Les textes élaborés par le Groupe de travail jouent un rôle fondamental dans la promotion du règlement rapide, efficace et amiable des différends qui surviennent dans les relations commerciales internationales.

57. La délégation péruvienne continue de suivre de près les travaux du Groupe de travail III, étant donné la présence au Pérou d'investisseurs étrangers majeurs et la nécessité de réformer le système actuel de règlement des différends entre investisseurs et États. Le Pérou salue les progrès réalisés et attend avec impatience la présentation du projet de code de conduite pour les personnes appelées à trancher des différends entre investisseurs et États avec son commentaire ainsi que des textes sur les modes alternatifs de règlement des différends, que la CNUDCI examinera lors de sa prochaine session. Le Pérou réaffirme qu'il serait judicieux de créer, concernant le droit applicable au règlement des différends entre investisseurs et États, un centre consultatif comparable au Centre consultatif sur le droit de l'Organisation mondiale du commerce.

58. Le Pérou attache une importance considérable à la coopération et à l'assistance techniques fournies aux pays en développement par la CNUDCI. Celle-ci devrait continuer à renforcer sa collaboration avec les partenaires du milieu universitaire, en particulier les jeunes chercheurs et spécialistes du domaine du droit commercial international, en tenant compte des questions de genre. La délégation péruvienne réitère son engagement en faveur de la promotion de l'état de droit dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et rappelle que les travaux de la CNUDCI sont importants pour réaliser plusieurs objectifs de développement durable.

59. **M. Yue** (Canada) dit que la mission de la CNUDCI consistant à développer et à harmoniser le droit commercial peut favoriser la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable. La délégation canadienne félicite la CNUDCI d'avoir assuré la continuité de ses travaux au cours de l'année écoulée, malgré les nombreux défis créés par la pandémie de COVID-19, et d'avoir tiré les leçons de cette pandémie pour améliorer ses méthodes de travail. En particulier, le fait de permettre aux participants de voir les réunions en ligne accroît l'inclusion. Au besoin, les groupes de travail peuvent adopter leurs rapports après une session, ce qui donne plus de temps pour mener des discussions de fond.

60. Le Canada note avec grande satisfaction l'approbation par la CNUDCI du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, qui facilitera le commerce international en rehaussant la sécurité juridique en matière de propriété des navires vendus par vente judiciaire. Le fait qu'elle a été élaborée largement pendant des séances de négociations hybrides témoigne vraiment de la capacité de la CNUDCI à s'adapter. La CNUDCI a également adopté la loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance – premier texte législatif rédigé par un organe international sur ce sujet d'avant-garde –, et les recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021).

61. Le Canada se réjouit également des discussions inclusives, transparentes et larges qui se sont déroulées lors des réunions du Groupe de travail III au sujet de la réforme des mécanismes du règlement des différends entre investisseurs et États. Il a été satisfait de constater le progrès continu de cet important projet et se réjouit de l'annonce des ressources supplémentaires affectées par la CNUDCI au Groupe de travail III pour que les travaux soient terminés d'ici 2025.

62. Le Canada prend note des progrès réalisés par la CNUDCI sur le plan de l'accès au crédit pour les micro-, petites et moyennes entreprises, et sur les questions juridiques découlant de la localisation et le recouvrement civils d'avoirs et de la loi applicable dans les procédures d'insolvabilité, qui sont d'une grande valeur. La CNUDCI devrait veiller à ce que ses travaux portant sur l'économie numérique, qui comprennent actuellement un grand nombre de sujets, soient axés sur la résolution des lacunes juridiques identifiées comme étant problématiques.

63. Le Canada félicite la CNUDCI de son programme de travail ambitieux pour les années à venir. Bien que la diversité des sujets de ce programme soit impressionnante et avant-gardiste, la CNUDCI doit continuer à collaborer avec UNIDROIT et la Conférence de La Haye de droit international privé pour prévenir tout chevauchement des travaux. Elle doit en outre veiller à ce que son programme de travail soit en harmonie avec son mandat et ses forces. Le Canada se réjouit que le nombre d'États membres de la CNUDCI passe de 60 à 70, ce qui donnera à un plus grand nombre d'États l'occasion de participer à ses travaux et permettra d'harmoniser et de développer davantage le droit commercial international.

64. **M^{me} Bhat** (Inde) dit que sa délégation félicite la CNUDCI pour sa capacité d'adaptation face aux défis posés par la pandémie de COVID-19. Les instruments élaborés par la CNUDCI ont une valeur pratique pour les particuliers, les entreprises et les États. La délégation indienne se félicite tout particulièrement de la mise au point définitive et de l'approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires. Cependant, l'Inde reste convaincue que l'adoption d'une convention n'aura les effets souhaités, à savoir compléter le cadre juridique international existant en matière de transport maritime et de navigation, et favoriser l'harmonie des relations économiques internationales, que si la convention est acceptable pour des États dotés de systèmes juridiques, sociaux et économiques différents.

65. Les méthodes de règlement à l'amiable des conflits, telles que la médiation et la conciliation, présentent des avantages considérables dans le cadre des relations commerciales nationales et internationales. La délégation indienne se félicite donc de l'adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021), qui, bien que non contraignantes, viendront compléter le cadre juridique existant en matière de médiation internationale.

66. L'Inde prend note des progrès réalisés par le Groupe de travail IV, notamment l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, qui aidera les États à élaborer ou à améliorer leur législation nationale en matière d'utilisation de la gestion de l'identité et des services de confiance. Les travaux futurs du Groupe de travail sur les thèmes de l'automatisation des contrats et des transactions de données ne devraient pas empiéter sur les travaux menés par d'autres entités internationales, au sein ou en dehors du système des Nations Unies, en ce qui concerne la protection des données, les flux transfrontières de données ou l'élaboration de normes harmonisées pour l'utilisation et la gouvernance éthiques de l'intelligence artificielle. La CNUDCI doit encourager une large participation à ses travaux des pays en développement et des pays développés, et la compléter par des activités de renforcement des capacités, en tenant compte des besoins spécifiques des pays en développement.

67. Le Groupe de travail I devrait continuer à examiner le thème de l'accès au crédit pour les micro-, petites et moyennes entreprises, plutôt que de demander au secrétariat de mener des travaux sur le sujet avec l'aide d'un groupe d'experts, afin de pouvoir prendre en compte un large éventail de points de vue provenant de régions géographiques et de traditions juridiques différentes, ainsi que de pays se situant à divers niveaux de développement économique.

68. La délégation indienne note avec satisfaction les progrès réalisés par les groupes de travail concernés en ce qui concerne la mise au point définitive de la note explicative du Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré et l'éventuelle réforme du système de règlement des différends entre investisseurs et États. Il convient de traiter en priorité les thèmes du règlement des différends liés aux technologies et de la procédure de décision d'urgence. Les États Membres doivent adopter une approche équilibrée afin de s'entendre sur le temps et les ressources budgétaires supplémentaires nécessaires pour achever les travaux. L'Inde félicite le secrétariat d'avoir organisé le colloque sur les travaux futurs possibles en matière de règlement des différends et pris des initiatives pour faire connaître les travaux des groupes de travail et garantir l'inclusion et une transparence totale.

69. La délégation indienne espère que l'événement « Impact de la crise sur le droit commercial international : COVID-19 et au-delà – les MPME et la numérisation », qui a été reporté, se tiendra bientôt. Ces événements favorisent l'élaboration de mesures politiques et législatives, en s'appuyant sur les textes de

la CNUDCI, afin de perturber le moins possible le commerce en cas de crises mondiales imprévues et de soutenir le relèvement qui s'ensuit.

70. La délégation indienne se réjouit des démarches accomplies par le secrétariat pour coopérer et coordonner ses travaux avec d'autres organisations et entités, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, afin d'éviter les doubles emplois et de promouvoir l'efficacité, l'homogénéité et la cohérence dans l'unification et l'harmonisation du droit commercial international. L'Inde rappelle l'importance de l'assistance et de la coopération techniques pour les pays en développement, en particulier en ce qui concerne l'adoption et l'utilisation des textes de la CNUDCI au niveau national. Elle se félicite des progrès accomplis en vue d'un rajeunissement du système CLOUT, qui est essentiel pour favoriser l'interprétation et l'application uniformes des instruments élaborés par la CNUDCI.

71. **M. Nyanid** (Cameroun) dit que sa délégation félicite la CNUDCI et ses divers groupes de travail pour les progrès réalisés dans la modernisation et l'harmonisation du droit commercial international. La délégation camerounaise félicite en particulier la CNUDCI d'avoir examiné avec succès le projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, les recommandations visant à aider les centres de médiation et autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021), et la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance. Le Cameroun prend également note des débats constructifs sur la coordination et la coopération ainsi que des rapports du secrétariat sur les activités non législatives.

72. La délégation camerounaise salue le rapport consacré au registre sur la transparence et encourage son exploitation en tant que mécanisme essentiel visant à promouvoir la transparence dans le cadre de l'arbitrage entre investisseurs et États. Elle rappelle qu'il importe d'assurer l'interprétation et l'application uniformes des textes de la CNUDCI, et soutient sa démarche consistant à obtenir des contributions de toutes les traditions juridiques à ses outils d'interprétation uniforme. Le Cameroun se félicite que la CNUDCI ait invité tous les États ayant incorporé ses textes à désigner des correspondants nationaux chargés de signaler la jurisprudence pertinente à son secrétariat. Il se réjouit également des progrès accomplis en vue d'un rajeunissement du système CLOUT.

73. S'agissant du projet de convention sur la reconnaissance des ventes judiciaires de navires réalisées à l'étranger, le Cameroun salue les ajustements faits aux articles 3, 9, 13 et 14, qui permettent d'améliorer la lisibilité du texte. Sur le fond, la délégation camerounaise appuie la position adoptée par la CNUDCI sur les articles 2, 4 à 8 et 10 à 13.

74. Dans le projet d'article premier (Objet), l'ajout du qualificatif « internationaux » au terme « effets » aligne la formulation au titre du projet de convention et reflète mieux son objectif. Cette modification ne change rien à l'application des dispositions de la convention aux ventes internes ; en l'occurrence, cela ne signifie pas, pour la vente judiciaire d'un navire immatriculé dans l'État de la vente judiciaire, que les articles 5 (Certificat de vente judiciaire), 7 (Mesures à prendre par l'entité chargée du registre) et 8 (Impossibilité de saisir le navire à titre conservatoire) ne s'appliquent pas.

75. La délégation camerounaise estime, avec la CNUDCI, qu'il convient de s'abstenir de traiter dans le cadre de l'article 2 (Définitions) des questions de fond qui pourraient l'alourdir. Les ventes « au moyen d'une transaction de gré à gré » visées au paragraphe a), point i), dudit article résultent généralement d'un accord conclu entre le créancier hypothécaire et l'acquéreur potentiel qui a été approuvé par le tribunal de la vente judiciaire. Les termes utilisés pour désigner ces ventes tout comme la procédure à suivre diffèrent selon les États dans lesquels elles sont autorisées. La délégation camerounaise émet des réserves pour ce qui est de la définition de la « conclusion d'une vente judiciaire ». Elle estime qu'il faut non pas insister sur l'absence de recours dans l'État de la vente judiciaire, même si cela permettrait de déterminer le moment où le certificat de vente judiciaire est délivré, mais plutôt sur l'interprétation commune du moment où une vente judiciaire a été « conclue ».

76. S'agissant de l'article 4, paragraphe 1, le fait d'exiger que la notification soit donnée avant la vente pourrait être problématique si la vente judiciaire fait partie d'un processus qui commence avec l'ouverture de la procédure, donc avant le moment où les notifications sont habituellement données. Le Cameroun salue le compromis qui permet de modifier le paragraphe pour faire référence aux procédures de contestation de la vente judiciaire. En ce qui concerne l'article 10, il soutient le maintien du mot « manifestement » dans la phrase « manifestement contraire à l'ordre public de cet autre État partie » afin d'éviter les interprétations spéculatives de la notion d'« ordre public ».

77. Le Cameroun appuie l'offre faite par le Gouvernement de la République Populaire de Chine

d'accueillir une cérémonie de signature de la future convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires. L'adoption d'une convention qui rencontre l'agrément d'États ayant des systèmes juridiques, sociaux et économiques différents compléterait le cadre juridique international existant du transport maritime et de la navigation et contribuerait à l'harmonie des relations économiques internationales en garantissant la reconnaissance internationale du titre libre de tout droit. Cela apporterait également une certitude juridique en ce qui concerne l'obtention d'un titre de propriété libre de tout droit lors de la vente judiciaire de navires, éviterait en conséquence des problèmes lors de la procédure de radiation de l'immatriculation du navire dans le pays de l'ancien pavillon, et réduirait le risque d'avoir à engager des procédures longues et onéreuses qui nuisent au commerce et au transport maritime.

78. La délégation camerounaise prend note avec satisfaction des rapports d'activité des groupes de travail et encourage le Groupe de travail IV à poursuivre ses travaux sur les thèmes de l'automatisation des contrats et des transactions de données. Elle appelle à redoubler d'ardeur pour mieux encadrer l'économie numérique en pleine croissance. En particulier, elle préconise d'intensifier la lutte contre la cybercriminalité, qui touche tous les pays. Il serait souhaitable que les pays qui ont des ressources et une expérience avérée en la matière renforcent, à la demande des pays qui le souhaitent, leurs capacités sur cette question. Comme pour tout ce qui touche à la sécurité et à la crédibilité des transactions financières, il vaudrait mieux renforcer les capacités des maillons faibles afin d'améliorer la sécurité de tous. La question de l'accès aux mégadonnées demeure un défi majeur. Le protectionnisme menace fortement l'équité et la justice du commerce international, tout comme les entorses à la libre concurrence et au libre-échange entravent lourdement le développement des pays à faibles revenus. Il convient d'accorder une attention particulière à la recherche de moyens permettant d'éliminer ces contraintes. La délégation camerounaise espère que le Groupe de travail continuera de conduire les discussions d'une manière encore plus inclusive, vu l'interdépendance toujours plus marquée de l'économie internationale.

79. Le Cameroun salue l'adoption du Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré et l'approbation de principe de la note explicative y afférente. La CNUDCI devrait prendre les dispositions nécessaires pour permettre au Groupe de travail II de remplir son mandat, sachant qu'il faut disposer d'un mécanisme efficace de règlement des différends commerciaux. La délégation

camerounaise félicite le Groupe de travail I pour les progrès qu'il a réalisés dans ses travaux sur la facilitation de l'accès au crédit pour les micro-, petites et moyennes entreprises. Le Gouvernement camerounais a mis en place un cadre juridique et institutionnel pour les projets en partenariat public-privé et leur applique un régime fiscal spécifique. Il continuera à soutenir le mandat de la CNUDCI et insiste pour que soient pris en compte les intérêts de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement.

80. *M^{me} Romanska (Bulgarie), Vice-Présidente, prend la présidence.*

81. **M. Geng Shuang** (Chine) dit qu'au cours de l'année précédente, la CNUDCI a réalisé des progrès significatifs dans la promotion de l'harmonisation et de la modernisation des règles relatives aux transactions commerciales internationales. Les succès de la CNUDCI ont fourni une base solide pour la reprise de l'économie mondiale après la pandémie. Le Gouvernement chinois a toujours attaché une grande importance aux travaux de la CNUDCI et y a participé activement sur de nombreux sujets.

82. La délégation chinoise se félicite en particulier de l'approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires. De nombreuses années de négociations au sein de la CNUDCI ont permis d'aboutir à un texte qui tient compte des pratiques législatives et judiciaires des différents États et systèmes juridiques. Le projet de convention garantira une plus grande sécurité juridique, permettra de préserver les mesures d'incitation au financement de l'acquisition de navires et favorisera le développement du commerce international. La délégation chinoise espère que l'Assemblée générale adoptera le projet de convention lors de sa session en cours. Pendant les négociations sur le texte, il a été convenu que le Gouvernement chinois organiserait une cérémonie de signature à Beijing en 2023 et que, conformément à la pratique établie, la convention serait désormais connue sous le nom de Convention de Beijing sur la vente judiciaire de navires. La délégation chinoise reste déterminée à travailler avec les autres États Membres pour permettre à la CNUDCI d'accomplir de nouveaux progrès à l'avenir.

83. **M^{me} Carral Castelo** (Cuba) dit que la création de la CNUDCI a permis aux pays en développement de participer plus activement à l'harmonisation, à la modernisation et à l'unification du droit commercial international. La CNUDCI doit veiller à ce que sa structure, sa composition et ses méthodes de travail restent ouvertes à tous et conformes au principe de

l'égalité souveraine des États, afin d'assurer l'acceptation universelle de ses textes.

84. L'évolution constante des technologies et la diversité des activités commerciales font de la codification du droit commercial international un exercice difficile. Les activités de la CNUDCI doivent néanmoins suivre de près l'évolution de la situation dans ce domaine. La délégation cubaine salue les progrès importants réalisés par la CNUDCI pour rendre les règles du commerce international plus cohérentes et les faire évoluer : cela facilitera l'échange sécurisé de biens et de services. Enfin, la délégation cubaine souhaite souligner que la pandémie de COVID-19 et les mesures coercitives unilatérales ont entravé le commerce mondial à une échelle beaucoup plus grande que les années précédentes et continuent de freiner les progrès vers l'objectif plus vaste de la CNUDCI, à savoir la promotion du commerce international.

85. **M. Escobar Ullauri** (Équateur) dit qu'en tant que membre de la CNUDCI, son pays apprécie les travaux qu'elle poursuit sur la promotion, l'harmonisation et l'unification du droit commercial international : ils favorisent, en effet, la coopération économique universelle entre tous les États sur la base de l'égalité, de l'équité, de l'intérêt commun et du respect de l'état de droit, et contribuent également à éviter les doubles emplois entre les organisations qui travaillent dans le même domaine. À cet égard, la délégation équatorienne se félicite des mises au point définitives et des approbations récentes du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires et de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance.

86. Les travaux du Groupe de travail I sur les micro-, petites et moyennes entreprises présentent un intérêt particulier pour les pays en développement, où ces entreprises sont extrêmement importantes pour le secteur productif et la création d'emplois. La délégation équatorienne salue également le Groupe de travail III, dont les travaux constituent la seule initiative multilatérale qui aborde les questions de fond de la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États afin d'améliorer l'équilibre du régime international de l'investissement. Elle se félicite des changements apportés aux méthodes de travail de la CNUDCI afin de permettre aux délégués d'écouter les délibérations à distance.

87. Les fonds d'affectation spéciale de la CNUDCI sont essentiels pour assurer la continuité des activités de coopération et d'assistance techniques et encourager la participation active des pays en développement à ses

travaux. L'Équateur remercie les États Membres qui ont versé des contributions volontaires à ces fonds et engage les autres à faire de même, s'ils le peuvent.

88. **M^{me} Tran Thi Phuong** (Viet Nam) dit qu'en tant que membre de la CNUDCI, le Viet Nam se félicite des résultats positifs qu'elle a obtenus, notamment l'approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires.

89. La réforme du règlement des différends entre investisseurs et États est une priorité pour le Viet Nam. Il est important de trouver une solution à l'incohérence et à l'imprévisibilité des mécanismes existants ainsi qu'aux préoccupations liées à la nomination des arbitres, et à leur impartialité et objectivité. L'objectif des discussions au sein du Groupe de travail III doit être non seulement de trouver des moyens de réformer le régime de règlement des différends, mais aussi de promouvoir l'investissement responsable et le développement durable. Le Viet Nam se félicite des progrès réalisés par le Groupe de travail dans la troisième phase de son mandat et attend avec intérêt la présentation du projet de code de conduite pour les personnes appelées à trancher des différends entre investisseurs et États, que la CNUDCI examinera lors de sa cinquante-sixième session. Il attend également avec impatience la poursuite des délibérations sur le projet de dispositions relatives à la médiation et le projet de lignes directrices de la CNUDCI sur la médiation en matière d'investissements. Le Groupe de travail devrait répartir son temps et ses ressources de façon à pouvoir examiner toutes les questions et propositions de manière complète et équilibrée.

90. Depuis sa création, la CNUDCI a élaboré des textes qui ont permis de construire un système commercial international fondé sur le droit international et la défense des intérêts de tous les États dans leurs relations commerciales internationales. Le Viet Nam appuie donc fermement le rôle joué par la CNUDCI dans le développement du droit commercial international. Il encourage également le secrétariat à continuer de diffuser et de mieux faire connaître les instruments de la CNUDCI et de fournir une assistance technique aux États pour l'application de ces instruments. La délégation vietnamienne reste déterminée à contribuer aux travaux de la CNUDCI afin de promouvoir un commerce mondial équitable et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

91. **M^{me} Lito** (Royaume-Uni) dit que sa délégation félicite le secrétariat de la CNUDCI d'avoir facilité la reprise des discussions en présentiel. Le Royaume-Uni continue à suivre de près les travaux accomplis par le

Groupe de travail I pour soutenir les micro-, petites et moyennes entreprises. Il a également suivi avec intérêt les travaux du Groupe de travail II (Règlement des différends) et examine avec soin s'il doit signer et ratifier la Convention des Nations Unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation (Convention de Singapour sur la médiation). Une consultation publique sur la question s'est tenue plus tôt en 2022.

92. La délégation britannique a été heureuse de participer à la quarante-troisième session du Groupe de travail III (Réforme du règlement des différends entre investisseurs et États) et se félicite des progrès accomplis en ce qui concerne les différentes options de réforme. Elle attend avec impatience que la CNUDCI examine les premières options de réforme recommandées par le Groupe de travail, y compris un projet de code de conduite pour les personnes appelées à trancher des différends entre investisseurs et États. Elle espère que la prochaine session du Groupe de travail continuera sur cette lancée et que les points de vue des parties prenantes, y compris ceux des entreprises, continueront d'être entendus.

93. En ce qui concerne les sujets couverts par le Groupe de travail IV, le Royaume-Uni prend note de l'adoption par la CNUDCI de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance. Il prend également note de l'approbation de principe de la note explicative y afférente et attend avec intérêt la poursuite des discussions sur ce texte au sein du Groupe de travail. La délégation britannique se félicite en outre que le Groupe de travail continue d'examiner l'utilisation de l'intelligence artificielle et l'automatisation des contrats, et est favorable à l'approche prévue pour les travaux futurs sur le sujet.

94. Le Royaume-Uni a été heureux de contribuer aux travaux du Groupe de travail V sur le Guide législatif de la CNUDCI sur le droit de l'insolvabilité à l'intention des micro- et petites entreprises, et se réjouit des progrès réalisés par le Groupe de travail sur la localisation et le recouvrement civils d'avoirs et sur la loi applicable dans les procédures d'insolvabilité. En ce qui concerne les travaux du Groupe de travail VI, la délégation britannique attend avec intérêt l'adoption par l'Assemblée générale du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires.

95. **M^{me} Antonova** (Fédération de Russie) dit que sa délégation se félicite que la CNUDCI se réunisse de nouveau en présentiel. Les consultations seront ainsi aussi inclusives que possible et les résultats de ses travaux continueront d'être de la plus haute qualité. La

délégation russe espère que la participation des délégations officielles aux réunions en présentiel de la CNUDCI ne sera pas gênée par des facteurs externes tels que ceux liés à la délivrance de visas par le pays hôte du Siège de l'ONU.

96. La délégation russe félicite le secrétariat de ses travaux en cours sur la proposition qu'elle a présentée avec les délégations de l'Arménie et du Viet Nam et qui vise à actualiser le programme de travail de la CNUDCI pour tenir compte des conséquences de la pandémie de COVID-19. Avec d'autres organisations internationales, la CNUDCI peut grandement contribuer au relèvement après la pandémie en mettant en place un environnement juridique plus prévisible qui favorise le développement futur des échanges internationaux. Les travaux sur le thème des changements climatiques doivent rester dans le cadre du mandat de la CNUDCI et dans les limites du système institutionnel et réglementaire international existant. Ces travaux devraient déboucher sur des recommandations.

97. Il convient de féliciter la CNUDCI pour avoir mené à bien les travaux sur les textes préparés par les Groupes de travail II, IV et VI. La mise en œuvre future de ces textes sera un nouvel exemple de la contribution de la CNUDCI au développement et à l'harmonisation progressifs du droit commercial international. La délégation russe attend avec intérêt la poursuite des discussions sur les thèmes attribués aux Groupes de travail I, IV et V. Il est nécessaire d'adopter une approche prudente et réfléchie, fondée sur un large consensus et une analyse objective des mécanismes existants lors des futures discussions sur la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États au sein du Groupe de travail III. Le Groupe de travail devrait proposer des solutions de réforme de qualité et trouver l'équilibre entre réunions informelles et sessions officielles afin de ne pas imposer une trop lourde charge aux États.

98. **M^{me} Narváez Ojeda** (Chili) dit que sa délégation se félicite de la mise au point définitive et de l'approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, de l'adoption des recommandations visant à aider les centres de médiation et les autres organismes intéressés en cas de médiations régies par le Règlement de médiation de la CNUDCI (2021), et de la mise au point définitive et de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance.

99. Les groupes de travail de la CNUDCI ont accompli un travail précieux malgré les difficultés causées par la pandémie de COVID-19. Le Groupe de

travail I a effectué un travail important pour permettre aux micro-, petites et moyennes entreprises d'avoir accès au crédit de manière plus équitable par rapport aux autres entreprises. Ces entreprises jouent un rôle crucial dans la promotion de l'emploi inclusif, mais nombre d'entre elles, en particulier celles dirigées par des femmes, continuent à rencontrer des difficultés pour obtenir des crédits, ce qui limite leurs possibilités de croissance et leur capacité à accéder au marché de l'exportation. En ce qui concerne le Groupe de travail III, la délégation chilienne se félicite de la coopération entre le secrétariat et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements sur le projet de code de conduite pour les personnes appelées à trancher des différends entre investisseurs et États (et pour les juges de tout futur mécanisme permanent). Ce projet représente un progrès notable dans les mesures prises pour répondre aux préoccupations exprimées par les États à propos du système actuel de règlement des différends. Le Chili espère qu'un compromis sera trouvé lors des prochaines sessions du Groupe de travail afin que le projet de code de conduite puisse être adopté par la CNUDCI lors de sa cinquante-sixième session.

100. Compte tenu des risques liés aux interactions en personne dans le commerce, comme l'a montré la pandémie de COVID-19, la délégation chilienne attache une importance particulière aux travaux prévus par le Groupe de travail VI sur l'élaboration d'un nouvel instrument sur les documents de transport multimodal négociables, qui pourra aider à lutter contre une nouvelle pandémie, le cas échéant, et à en atténuer les effets. Elle approuve également la poursuite des travaux exploratoires sur les questions juridiques liées aux incidences de la COVID-19 sur le droit commercial international. Pour ce qui est du Groupe de travail II, les sujets du règlement des différends liés aux technologies et de la décision d'urgence rendue par un tiers sont particulièrement intéressants, compte tenu de leur importance pratique et du manque actuel de réglementation dans ces domaines.

101. Le Chili est heureux d'avoir été réélu à la CNUDCI pour la période 2022-2028. L'augmentation récente du nombre de membres de la CNUDCI, qui est passé de 60 à 70 États, contribuera à assurer la représentation des différentes régions géographiques et des principaux systèmes économiques et juridiques du monde. La délégation chilienne se félicite également de la participation des organisations non gouvernementales spécialisées aux travaux de la CNUDCI : c'est un bon moyen pour garantir la qualité et la légitimité de ses textes, éviter les doubles emplois et prévenir l'élaboration d'instruments contradictoires par diverses

entités. Cela consolide également la position de la CNUDCI à l'avant-garde de l'élaboration de cadres juridiques plus efficaces.

102. **M^{me} Hsieh** (Thaïlande) dit que sa délégation est heureuse d'avoir été réélue à la CNUDCI en 2022 et qu'elle reste déterminée à soutenir son travail inestimable sur le développement et l'harmonisation du droit commercial international. La Thaïlande se réjouit de l'approbation du projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, qui constitue un progrès notable pour assurer la sécurité du commerce maritime international, ainsi que de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance.

103. Les textes législatifs de la CNUDCI sur le commerce électronique ont joué un rôle crucial dans l'élaboration du cadre juridique mondial pour le commerce en ligne et ont facilité son développement stable en Thaïlande, qui possède aujourd'hui la deuxième économie en ligne d'Asie du Sud-Est. Le Gouvernement thaïlandais travaille actuellement à l'amélioration du régime juridique national afin de garantir la stabilité financière et commerciale, grâce notamment à une loi réglementant les plateformes numériques.

104. La délégation thaïlandaise attache une grande importance aux travaux du Groupe de travail III sur la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États. Elle se réjouit de l'avancement général des travaux et remercie la CNUDCI d'avoir fait en sorte que les pays développés et les pays en développement puissent faire entendre leur voix sur un pied d'égalité. Cependant, elle s'inquiète vivement de la proposition visant à combiner le futur centre consultatif et le mécanisme multilatéral permanent. Il est essentiel de pouvoir profiter de conseils juridiques financièrement accessibles, en particulier pour les pays en développement. Le centre consultatif qui sera créé dans le cadre de la réforme doit donc être indépendant et neutre, et fournir des services à tous les États qui en ont besoin, qu'ils soient ou non membres du mécanisme permanent. Compte tenu de la diversité des membres du Groupe de travail et de leurs expériences différentes en matière de règlement des différends entre investisseurs et États, ils ont des préoccupations et des idées disparates sur la forme que doit prendre la réforme. La délégation thaïlandaise salue tous les efforts, qu'ils soient systémiques ou progressifs, sur la procédure ou sur le fond, visant à mettre en place un système légitime, prévisible et équilibré de règlement des différends entre investisseurs et États, et est impatiente d'œuvrer à la recherche d'un consensus à cet égard.

105. La délégation thaïlandaise félicite le Centre régional de la CNUDCI pour l'Asie et le Pacifique pour l'assistance technique qu'il fournit pour l'adoption et la mise en œuvre des instruments de la CNUDCI dans la région. La Thaïlande et le Centre régional ont organisé conjointement un certain nombre d'événements au fil des ans et ont récemment réaffirmé leur volonté de poursuivre cette collaboration fructueuse. La Thaïlande salue les efforts de la CNUDCI pour renforcer sa coordination et sa coopération avec les organisations internationales et régionales actives dans le domaine du droit commercial international, et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable. La participation active des États joue également un rôle moteur dans le développement progressif du droit commercial international. Par conséquent, la Thaïlande se tient prête à participer au renforcement du caractère représentatif de la CNUDCI.

106. **M. Nagano** (Japon) déclare que sa délégation remercie le secrétariat de l'appui qu'il fournit à la CNUDCI, qui a permis à celle-ci de progresser dans ses travaux en dépit des difficultés causées par la pandémie de COVID-19. Dans l'ensemble, le Japon est satisfait des travaux réalisés par la CNUDCI au cours de la session.

107. Le Japon se réjouit du large appui recueilli par sa proposition de faire le bilan de l'évolution du règlement des différends dans l'économie numérique et félicite le secrétariat pour ses efforts extraordinaires afin de donner forme au projet. En 2021, le Ministère de la justice japonais a aidé le secrétariat dans son travail exploratoire en organisant avec lui une série d'ateliers en ligne, auxquels ont assisté plus de 900 participants du monde entier. Le Gouvernement japonais a fourni les fonds nécessaires pour la première année de mise en œuvre du projet en janvier 2022 et contribuera aux fonds pour la deuxième année en temps utile. Il est convaincu que celui-ci aboutira à d'importants résultats et compte collaborer avec le secrétariat, les autres États et les parties prenantes concernées pour le mettre en œuvre.

108. En ce qui concerne la proposition d'augmenter le nombre de membres de la CNUDCI, le Japon a organisé 11 séries de consultations informelles ouvertes à tous les États dans le cadre du processus de consultation de Vienne. Il a également organisé des réunions bilatérales avec les États intéressés des cinq groupes régionaux. De longues négociations ont été menées dans un esprit de transparence et d'ouverture. Les États sont parvenus à surmonter leurs divergences et à présenter de manière consensuelle une proposition, adoptée ensuite par l'Assemblée générale dans sa résolution 76/109, afin de porter le nombre de membres de la CNUDCI de 60 à 70 États. Les 10 nouveaux sièges seront répartis de

manière égale entre les 5 groupes régionaux. La délégation japonaise estime que la résolution reflète les intérêts de tous les États Membres et que, grâce à son adoption, les travaux de la CNUDCI seront plus visibles, inclusifs et universels.

109. Le Japon, en tant que membre de la CNUDCI depuis sa création, apprécie le rôle important qu'elle joue dans la promotion de l'harmonisation et de l'unification progressives du droit commercial international, et réaffirme son plein engagement à apporter des contributions concrètes à ses travaux.

110. **M. Rodriguez Torres** (République dominicaine) dit que sa délégation salue le travail effectué par la CNUDCI, mais estime que les pays en développement devraient pouvoir y participer davantage. Le Gouvernement dominicain suit les travaux de la CNUDCI avec un intérêt renouvelé, car il cherche à rétablir la place du pays dans l'économie mondiale et son rôle dans la vie internationale, dans le cadre de ses initiatives pour se relever de la pandémie de COVID-19. La promotion des investissements directs nationaux et étrangers et du commerce des services au moyen de partenariats public-privé est un élément essentiel de la stratégie de développement du Gouvernement dominicain. Une loi sur les partenariats public-privé a été adoptée en 2020 et un service administratif a été créé pour en superviser la mise en œuvre.

111. En tant que pays en développement, la République dominicaine est particulièrement concernée par les travaux de la CNUDCI sur les micro-, petites et moyennes entreprises, le droit de l'insolvabilité, le commerce électronique et la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États. En outre, elle apprécie grandement les efforts fournis pour mettre au point définitivement et approuver le projet de convention sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, et se félicite de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance.

112. La République dominicaine s'est engagée dans un processus complexe de recapitalisation qui fait intervenir de nombreux investisseurs de différents pays. Elle a mis en place un cadre juridique adapté au commerce et veillé à ce que ses ports soient de toute première qualité afin de tirer parti de sa position géographique stratégique pour s'imposer comme une plateforme logistique dans les Caraïbes. Dans ce contexte, les divers instruments de la CNUDCI, en particulier ceux relatifs au commerce électronique, seront extrêmement précieux pour les autorités

nationales et renforceront la confiance des clients potentiels.

113. Il convient que la CNUDCI soit dotée de ressources financières supplémentaires pour lui permettre de progresser dans ses travaux, de faciliter la communication entre les États Membres et d'organiser des réunions en format hybride afin que les États qui ne peuvent pas envoyer un représentant pour y assister en présentiel puissent tout de même participer.

114. **M. Ikondere** (Ouganda) dit que sa délégation se félicite de l'augmentation du nombre de membres de la CNUDCI, qui permettra à un plus grand nombre d'États de participer à ses travaux et de prendre une part active dans les réunions des groupes de travail. Elle se félicite également de l'adoption de la Loi type de la CNUDCI sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance, et encourage les États qui ont utilisé la Loi type à recommander à la CNUDCI comment d'autres États pourraient s'en inspirer dans l'élaboration de leur propre législation.

115. L'Ouganda salue également l'initiative visant à élaborer un document d'orientation sur l'utilisation des systèmes de registres distribués dans le cadre de la taxonomie juridique relative à ce type de systèmes. La délégation ougandaise convient que les orientations proposées peuvent fournir des explications utiles aux opérateurs commerciaux, en particulier aux micro-, petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux opérateurs situés dans les pays en développement, tels que l'Ouganda, pour déterminer si les services fondés sur la technologie des registres distribués répondent à leurs besoins et pour évaluer les conséquences de l'utilisation de ces services sur leurs activités. La sensibilisation à ces questions juridiques pourrait rendre la transformation numérique plus sûre et durable, y compris au sein du système des Nations Unies.

116. La délégation ougandaise souhaite saluer les progrès réalisés par le Groupe de travail II, en particulier la mise au point définitive de la note explicative relative du Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré, et remercie le secrétariat d'avoir présenté les options législatives en ce qui concerne le rejet rapide et la décision préalable en s'appuyant sur les délibérations du Groupe de travail. La poursuite des travaux sur le règlement des différends contribuera grandement à épargner aux États les coûts entraînés par une longue action en justice.

117. L'Ouganda se félicite des progrès réalisés par le Groupe de travail III (Réforme du règlement des différends entre investisseurs et États) dans la troisième phase de son mandat, soit l'élaboration d'éléments de

réforme concrets qu'il recommandera à la CNUDCI. Il félicite aussi le Groupe de travail d'avoir achevé l'examen en première lecture du projet de code de conduite pour les personnes appelées à trancher des différends entre investisseurs et États, et d'avoir envisagé la sélection de membres des tribunaux spécialisés dans le règlement des différends entre investisseurs et États et leur nomination à un mécanisme multilatéral permanent au cours de ses sessions récentes. La délégation ougandaise apprécie l'étroite coopération du secrétariat avec le secrétariat de l'Organisation de coopération et de développement économiques en ce qui concerne les réclamations des actionnaires et les pertes par ricochet.

118. La délégation ougandaise se félicite en outre de la coopération du secrétariat avec le secrétariat du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements sur le projet de code de conduite pour les personnes appelées à trancher des différends entre investisseurs et États. Elle estime cependant que le projet de code de conduite est incomplet, car il n'aborde pas la question de la conduite des conseillers juridiques. Les règles de déontologie suivie par les conseillers juridiques sont une question particulièrement pertinente, car, l'arbitrage ayant une portée de plus en plus internationale, il soulève des difficultés du fait de la disparité des normes éthiques entre juridictions. Les tribunaux arbitraux s'appuient régulièrement sur les conseillers juridiques pour remplir leurs obligations professionnelles en matière, par exemple, de respect des ordonnances de divulgation, de communication avec les témoins, et de déclarations factuelles ou autres.

119. En ce qui concerne la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États, les pays en développement devraient bénéficier d'un soutien technique afin de garantir leur compétence et leur inclusion. L'Ouganda soutiendra donc la proposition visant à aborder la question dans le contexte de l'option de réforme portant sur la création d'un centre consultatif. En outre, il conviendra d'examiner plus précisément la question du mode de sélection et de nomination des arbitres, car le fait que les parties au différend nomment elles-mêmes les arbitres fait peser le doute sur leur indépendance et sur leur impartialité. Enfin, la délégation ougandaise félicite la CNUDCI et son secrétariat d'avoir permis aux membres de participer aux réunions en format hybride.

La séance est levée à 13 heures.